

RAPPORT D'EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL
(article 36 et règle 70 du PCT)

Rec'd PCT/PTO 31 MAR 2005

REC'D 17 MAR 2005

WIPO

PCT

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE A DONNER voir la notification de transmission du rapport d'examen préliminaire international (formulaire PCT/PEA/416)	
Demande internationale No. PCT/FR 03/50073	Date du dépôt international (jour/mois/année) 02.10.2003	Date de priorité (jour/mois/année) 04.10.2002
Classification Internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G06F9/22		
Déposant CANAL TECHNOLOGIES et al.		

1. Le présent rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est transmis au déposant conformément à l'article 36.



2. Ce RAPPORT comprend 6 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.

- ☐ Il est accompagné d'ANNEXES, c'est-à-dire de feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou de feuilles contenant des rectifications faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international (voir la règle 70.16 et l'instruction 607 des Instructions administratives du PCT).

Ces annexes comprennent feuilles.

3. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- I ☒ Base de l'opinion
- II ☐ Priorité
- III ☒ Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- IV ☐ Absence d'unité de l'invention
- V ☒ Déclaration motivée selon la règle 66.2(a)(ii) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- VI ☐ Certains documents cités
- VII ☐ Irrégularités dans la demande internationale
- VIII ☐ Observations relatives à la demande internationale

Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 04.05.2004	Date d'achèvement du présent rapport 16.03.2005
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets D-80298 Munich Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d Fax: +49 89 2399 - 4465	Fonctionnaire autorisé de Junca, I N° de téléphone +49 89 2399-6014 

PCT/FR 03/50073

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 03/50073

5. ☐ Le présent rapport a été formulé abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué ci-après (règle 70.2(c)) :

(Toute feuille de remplacement comportant des modifications de cette nature doit être indiquée au point 1 et annexée au présent rapport.)

6. Observations complémentaires, le cas échéant :

III. Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle

1. La question de savoir si l'objet de l'invention revendiquée semble être nouveau, impliquer une activité inventive (ne pas être évident) ou être susceptible d'application industrielle n'a pas été examinée pour ce qui concerne :

☐ l'ensemble de la demande internationale,

☒ les revendications nos 4

parce que :

☐ la demande internationale, ou les revendications nos en question, se rapportent à l'objet suivant, à l'égard duquel l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'est pas tenue d'effectuer un examen préliminaire international (*préciser*) :

☒ la description, les revendications ou les dessins (*en indiquer les éléments ci-dessous*), ou les revendications 4 en question ne sont pas clairs, de sorte qu'il n'est pas possible de formuler une opinion valable (*préciser*) :

voir feuille séparée

☐ les revendications, ou les revendications nos en question, ne se fondent pas de façon adéquate sur la description, de sorte qu'il n'est pas possible de formuler une opinion valable.

☐ il n'a pas été établi de rapport de recherche internationale pour les revendications nos en question.

2. Le listage des séquences de nucléotides ou d'acides aminés n'est pas conforme à la norme prévue dans l'annexe C des instructions administratives, de sorte qu'il n'est pas possible d'effectuer un examen préliminaire international significatif :

☐ le listage présenté par écrit n'a pas été fourni ou n'est pas conforme à la norme.

☐ le listage sous forme déchiffrable par ordinateur n'a pas été fourni ou n'est pas conforme à la norme.

V. Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration
Nouveauté

Oui: Revendications 1-3,5,6

Non: Revendications

Activité inventive

Oui: Revendications

Non: Revendications 1-3,5,6

Possibilité d'application industrielle

Oui: Revendications 1-3,5,6

Non: Revendications

**RAPPORT D'EXAMEN
PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL**

Demande internationale n°

PCT/FR 03/50073

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Point III

Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle

III.1 La revendication 1 n'est pas claire et ne satisfait pas aux conditions requises à l'article 6 PCT, dans la mesure où l'objet pour lequel une protection est demandée n'est pas clairement défini. Telle qu'elle a été spécifiée [page 7 lignes 8-11], la définition fonctionnelle ne permet pas à la personne du métier de déterminer quelles sont les caractéristiques techniques nécessaires à la réalisation de la fonction permettant d'authentifier le premier logiciel embarqué.

En particulier le rôle que joue le module logiciel d'authentification dans ce procédé d'authentification est confus, car même après lecture de la description [page 5 ligne 25 - page 6 ligne 2] la personne du métier ne sait si ce module logiciel correspond à la librairie d'authentification (élément technique introduit dans la revendication 1) ou au logiciel de vérification (élément technique introduit dans la revendication 2).

III.2 Dans la revendication 4 [page 8 lignes 2-3] les deux étapes d'authentification sont effectuées lors de "l'initialisation". La personne du métier ne peut déterminer de quelle initialisation il s'agit. De ce fait **la revendication 4 n'est pas claire** et ne satisfait pas aux conditions requises à l'article 6 PCT.

Point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

V.1 Il est fait référence aux documents suivants:

D1: EP-0770957-A2	SUN MICROSYSTEMS INC. - 02 Mai 1997
D2: WO-00-64178-A1	GENERAL INSTRUMENT CORP. - 26 Octobre 2000

V.2 En dépit du manque de clarté mentionné ci-dessus [III.1], l'objet de la revendication 1 n'est pas inventif au sens de l'article 33(3) PCT pour les raisons suivantes:

Le document **D1**, qui est considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la revendication 1, décrit [D1: page 3 ligne 57 - page 4 ligne 5, page 4 ligne 55 - page 5 ligne 5] une authentification mutuelle entre deux logiciels. Cette authentification repose sur une vérification de signature et est effectuée par un module logiciel vérifieur("program module verifier"). En

particulier le logiciel A voulant évoquer une fonction d'un logiciel B authentifié en premier lieu ce logiciel B en utilisant la signature correspondant au logiciel B. Si cette authentification est positive, alors la fonction du logiciel B est évoquée par le logiciel A. Toutefois avant d'exécuter cette fonction, le logiciel B authentifie l'appelant, ie le logiciel A, au moyen du module logiciel vérifieur en utilisant la signature correspondant au logiciel A. Aussi lors de l'exécution du logiciel B, une étape d'authentification par certificat du logiciel A est effectuée au moyen d'un module logiciel d'authentification (i.e le module logiciel vérifieur) associé au logiciel B.

Par conséquent, l'objet de la revendication 1 diffère de D1 en ce que le logiciel B est téléchargé et que l'authentification du logiciel B s'effectue après le téléchargement de ce dernier. Le problème que se propose de résoudre la présente invention peut donc être considéré comme étant d'authentifier un programme, qui a été préalablement téléchargé.

Toutefois comme mentionné dans la description [page 2 lignes 21-28] et de plus décrit dans le document D2 [voir passages cités dans le rapport de recherche] la technique d'authentifier un logiciel préalablement téléchargé en vérifiant sa signature ou certificat relève d'une démarche technique normale pour la personne du métier.

Par conséquent **l'objet de la revendication 1 n'implique pas d'activité inventive.**

V.3 Les revendications dépendantes 2,3,5 ne contiennent aucune caractéristique qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne l'activité inventive, voir documents D1, D2, D3 et les passages correspondants cités dans le rapport de recherche.

V.4 Le même argument s'applique *mutatis mutandis* à l'objet de la revendication indépendante correspondante 6 qui n'est donc pas non plus inventif.